Zeitschrift: The Swiss observer : the journal of the Federation of Swiss Societies in the UK

Herausgeber: Federation of Swiss Societies in the United Kingdom

Band: - (1937)

Heft: 824

Artikel: Auslandschweizer, Mitlitaerpflichtersatz und Heimat

Autor: [s.n.]

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-695279

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 15.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

LA POLITIQUE

Les caisses de pensions

La Confédération a institué jadis deux caisses de pensions: la caisse de pensions et de secours des C. F. F. et la caisse fédérale d'assurance du personnel de la Confédération. A elles deux, elles avouent un déficit inimaginable, absolument fou, d'un milliard et cent trente-trois millions. On ne le croirait pas, si l'on n'avait pas les chiffres sous les yeux et ses lunettes sur le nez. On a beau s'être habitué, au cours des dernières années, à voir les budgets s'enfler, comme atteints d'hydropisie, les passifs s'entasser comme le Pélion sur l'Ossa, les dépenses s'ajouter aux dépenses (et les impôts aux impôts), on demeure stupéfait devant les résultats d'une telle "gestion" — il faut beaucoup d'optimisme pour l'appeler ainsi — et surtout devant l'inconcevable passivité de ceux qui ont si longtemps toléré une situation pareille. Quelle responsabilité pèse, de ce fait, sur le gouvernement, sur le parlement, sur tous les organes de contrôle, qui eussent dû se rendre compte plus tôt de l'erreur initiale commise lors de la création des caisse et arrêter cette véritable course à l'abîme!

C'est la commission du Conseil national chargée d'étudier la réorganisation des C.F.F. qui a demandé au Conseil fédéral un rapport sur la caisse de pensions du réseau national. Le gouvernement, étant d'avis que les deux caisses doivent être assainies simultanément — et l'on regrette seulement que cette idée géniale ne lui soit pas venue plus tôt — a lié les deux problèmes; son rapport concerne donc les deux institutions; il constate que des "mesures importantes" ne peuvent être différées. Parbleu! Chacun en conviendra sans peine.

La caisse de pensions des C. F. F. est la plus ancienne. Son existence remonte à trente ans en arrière, et sa situation n'a jamais été satisfaisante, pour la bonne raison qu'on lui a fait supporter des charges sans cesse accrues, sans l'alimenter en proportion. Au lendemain de la guerre, notamment, s'ouvrit la belle période de la démagogie triomphante, où fut en somme consacré le principe du citoyen entretenu par l'Etat. Le déficit technique augmenta: il était de près de 400 millions en 1927; une revision des statuts, en 1928, le fit tomber à 321 millions; mais le découvert atteignait de nouveau 382 millions à fin 1936; à la valeur de ces engagements statutaires ne correspond aucune contre-valeur. La caisse d'assurance du personnel fédéral, qui date de 1921, est exactement dans le même pétrin. On a compté gratuitement aux assurés les années de service accomplies avant la fondation. La caisse a donc débuté avec un déficit technique de 243 millions! En vérité, si dans ces conditions elle avait pu se tirer d'affaire, on aurait pu crier au miracle.

Les experts suggèrent diverses modifications des bases techniques. "L'œuvre de secours, dit le rapport, n'a déjà que trop tardé et tout nouvel atermoiement rend l'assainissement des caisses plus difficile." Il y faudrait un surplus de recettes représentant le 50 % des prestations actuelles, soit un appoint de plus de vingt-six millions par an. Assureurs et assurés devront fournir ce complément, que le Conseil fédéral juge équitable de répartir par moitiés entre les uns et les autres. Bien entendu, tout cela suppose une revision des statuts, avec restriction des droits acquis ou à venir. L'augmentation des contributions du personnel, la modification des conditions faites à la génération actuelle des assurés, la réduction des rentes et des pensions courantes sont les moyens envisagés. On réglerait ainsi le sort des pensionnés actuels; pour les nouveaux assurés, une autre caisse serait créée, sur des bases plus rationnelles. Aucune objection juridique ne s'y oppose; car le Conseil fédéral a en tout temps le droit, moyennant l'approbation des Chambres, de modifier le statut du personnel.

Les intéressés sont disposés à discuter. Mais ils jugent d'ores et déjà trop étendu le sacrifice qu'on leur demande; et ils profiteront sans doute du débat pour essayer d'obtenir que l'on abandonne, en compensation, les articles du projet de loi sur les C. F. F. qui sont relatifs au personnel et qui permettraient au réseau d'Etat d'être géré comme une entreprise commerciale.

On comprend fort bien que le personnel défende ses intérêts. Il ne doit cependant pas oublier non plus qu'il a un avantage évident à l'assainissement, lequel n'eût pas été nécessaire, du moins dans cette proportion, si l'on n-avait pas d'emblée exigé des caisses plus qu'elles ne pourvaient donner.

LEON SAVARY.
(Tribune de Genève).

AUSLANDSCHWEIZER, MILITAERPFLICHTERSATZ UND HEIMAT

Seit Jahren schon führen unsere Auslandschweizer einen zähen Kampf um die Revision des Gesetzes betreffend den Militärpflichtersatz. Dieser Kampf wurde stark heraufbeschworen durch die behördlichen Massnahmen, die auf eine energischere Erfassung und Eintreibung der Militärsteuer im Ausland hinausgingen. Auch die unter den Auslandschweizern zunehmenden wirtschaftlichen Schwierigkeiten haben dazu beigetragen, dass der Ruf nach einer Revision in der letzten Zeit lauter geworden ist.

Es hat nun den Anschein, als ob man beginne, unseren Landsleuten im Ausland etwas mehr Verständnis entgegenzubringen. So sind u.a. auch Bestrebungen im Gange, die auf eine wesentliche Milderung des Militärpflichtersatzes hinauslaufen, welcher bei unseren Auslandschweizern immer mehr zu einem Stein des Anstosses geworden ist. Es ist ja nicht immer der Militärpflichtersatz als solcher, der unsere Landsleute im Ausland, welche die Heimat nicht ernähren konnte, verärgert, sondern die mit der Eintreibung verbundenen Massnahmen. Von jeher hat das Eidgenössische Politische Departement den Auslandschweizern in der umstrittenen Frage am meisten Verständnis entgegengebracht. Keines ist wie dieses dazu legitimiert, zur Lösung des Problems die Initiative zu ergreifen, weil niemand besser als unsere Auslandsvertretungen die Schäden ermessen können, die aus der Erhebung der Militärsteuer mit den üblen Begleiterscheinungen in unseren Schweizerkolonien im Ausland entstehen. Das Eidg. Politische Departement hat dem Bundesrat positive Vorschläge für eine vernünftige Lösung der Frage des Militärpflichtersatzes der Auslandschweizer unterbreitet. Darnach soll die Besteuerung des Einkommens und des Vermögens in Wegfall kommen, und die Ersatzabgabe der Auslandschweizer soll inskünftig nur noch in einer einfachen Personaltaxe bestehen. Diese Lösung würde unsere Auslandschweizer weitgehend befriedigen; sie würde am Grundsatz der allgemeinen Wehrpflicht festhalten, aber doch das Stossende aus der Welt schaffen. Das Eidg. Politische Departement begründet seine Vorschläge damit, dass das Inkasso und die Eintreibung des Militärpflichtersatzes unsere Auslandsvertretungen oft zu Handlungen zwingen, die mit dem Völkerrecht nach schweizerischer Auffassung selbst nicht immer ganz im Einklang stehen.

Nach diesen rechtlichen Erwägungen sprechen aber vielleicht in noch höherem Masse die ideellen Schäden, die durch den Militärpflichtersatz mit seinen unerfreulichen Begleiterscheinungen im Verhältnis der Auslandschweizer zur Heimat angerichtet werden, für eine rasche Lösung des Problems. Unsere Auslandschweizerkolonien sind heute die Vorposten des Schweizertums und die Stützpunkte der schweizerischen Wirtschaft im Auslande. Sie der Heimat zu erhalten, daran haben wir das allergrösste Interesse. Doch werden uns unsere Auslandschweizer nur dann als Schweizer erhalten bleiben und unserem Lande von Nutzen sein können, wenn sie sich in Kolonien selbst enge zusammenschliessen. Die Personen, die berufen sind, um diesen Zusammenschluss zu fördern, sind unsere Auslandsvertreter, unsere Gesandten und Konsuln. Wenn aber diese Auslandsvertreter von den Heimatbehörden oft zu hart empfundenen Massnahmen veranlasst werden, um den Militärpflichtersatz einzutreiben, so ist dies nicht geeignet, die Aufgabe unserer Gesandtschaften und Konsulate zu erleichtern und unsere Landsleute im Ausland im Schosse unserer Auslandsvertretungen zusammenzuführen. Es steht ausser allem Zweifel, dass es unsere Auslandschweizer heute nicht leicht haben, sich im Ausland zu behaupten, und dass die meisten mit grossen Schwierigkeiten aller Art zu kämpfen haben. Wenn die Heimatbehörden dann noch mit scharfen Massnahmen kommen, so ist die Gefahr gross, dass unsere Landsleute im Ausland der Heimat entfremdet werden. Es ist daher höchste Zeit, dass Steine des Anstosses aus der Welt geschafft werden. Die 700.000 Frs., die jährlich von den Auslandschweizern an Militärpflichtersatz eingehen und von denen rund die Hälfte für Personal-und andere Unkosten drauf gehen, sind es wahrhaftig nicht wert, dass Tausende von Volksgenossen, die sich unter schwersten Kämpfen im Ausland eine neue Existenz zu schaffen suchen, die ihnen die Heimat nicht bieten kann, von ihr entfremdet werden.

Es wird nötig sein, dass wir uns in Zukunft weit mehr als bisher um unsere Landsleute im Ausland bekümmern. Bis heute waren die Auslandschweizer auf sich angewiesen, die Heimat hat herzlich wenig für sie getan. Andere Staaten, die ihre Beziehungen mit ihren Volksgenossen im Ausland mit aller Sorgfalt pflegen und diese mit aller Aufmerksamkeit betreuen, können für uns ein Vorbild sein. Wir dürfen nicht die Auswanderung noch subventionieren und die Ausgewanderten draussen einfach ihrem Schicksal überlassen, sondern wir müssen diese der Heimat zu erhalten suchen.

NAT. ZTG.

Drink delicious "Ovaltine" at every meal—for Health!

EDITOR'S POSTBAG

London, August 23rd, 1937.

The Editor,
"Swiss Observer,"
23, Leonard Street,
London, E.C. 2.

Dear Sir,

I am sure many Swiss in London entirely agree with what you wrote in your last issue regarding a 1st of August celebration. In fact, we very much appreciate it that you have once more tackled this subject.

No one would deny that the incidence of the August Bank Holiday and the difficulty of booking a ground conveniently situated near the centre of London are formidable obstacles which are not encountered elsewhere. Many of us preserve happy memories of the 1st of August celebrations held years ago at Hendon in the grounds of the Swiss Rifle Association and yet, is it essential that these celebrations should in future be held in the open air? I think not, and furthermore, when the 1st of August falls on a Saturday, Sunday or Monday, the celebration could easily be held on the preceding Friday evening.

Now I must confess I am not acquainted with the origin and history of the Fête Suisse held every year in June, but it seems to me that the right time for this excellent celebration is the 1st of August. — The Fête Suisse is entirely patriotic in its character, it is in my opinion by far the best organised joint function of the Swiss Colony, it is held at just the right place, it has at the back of it a committee of unchallenged experience and ability, and the popularity of the programmes presented is reflected in the increasing attendance from all sections of Swiss without distinction of class or occupation too often manifest on other occasions.

Why cannot the Fête Suisse be transferred to the 1st of August? It will require no change of organisation and it need not lose its name.

If there are difficulties in booking the hall for different days of the week, I suggest that it be booked every year for the last Thursday (or Friday) of July. — In my opinion there is no room for the Fête Suisse in June and a 1st of August celebration, simply because the average Swiss family man cannot afford to take his wife and children to both.

Yours faithfully,
W. MEIER.

den 24. August 1937.

An den Redaktor des Swiss Observes,
London.

Mit wirklicher innerer Freude habe ich Ihren kurzen Artikel gelesen betreff die Ersten August Feiern im Auslande, und hoffe ich gerne dass Ihre Zeilen einen schon viel zu lange still gelegenen Stein ins Rollen bringen werden.

Die meisten der letzten Jahre hatte ich das Glück den ersten August in der Schweiz zu verbringen und merkte ich so überhaupt nicht was der Schweizer Kolonie in London an jenem ehrwürdigen Datum jedes Jahr fehlte. Dieses Jahr nun wollte es der Zufall dass ich gerade am Ersten August in Florenz war und mein Bruder, der dort ansässig ist, meldete mit schon bei der Ankunft am Bahnhof dass sich am Abend die Schweizer zu einem einfachen Z'nacht ausserhalb Florenz für einige gemütliche Stunden treffen werden. Es fanden sich dann dort gegen 80 Schweizerbürger ein, in einem freundlichen Lokal das mit der Schweizer Fahne und Lampions aller Kantone geschmückt war sodass ein jeder der eintrat ein heimatliches Gefühl verspührte. Nach dem einfachen aber guten Essen hielten erst der Vizepräsident und dann der Herr Konsul tadellose Vaterländische Reden.

Einige Tage später las ich dann gerne in der Schweiz in der N.Z.Z. einen kurzen Bericht über jene Veranstaltung wo ich unter Landsleuten so gemütliche Stunden verbracht hatte. In den ersten Tagen August erschienen dann ähnliche Rapporte aus allen Städten Europa's nur London fehlte. Warum? Das ist wohl die Frage die sich viele stellen. An jenem Tage seien viele Leute in den Ferien mag ja recht sein, aber warum soll nicht gerade eine erste August Feier, die einfach sein soll nach vaterländischem Geist, für diejenigen Schweizer abgehalten werden die sich entweder keine Ferien leisten können, oder die noch oder schon wieder in der Stadt zurück sind. — Es wurde in den letzten Jahren so viel darüber geschrieben dass das Vaterland mehr